



Monsieur le Préfet,
Madame la Vice Présidente du Conseil Départemental,
Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

L'an passé, à la même époque, nous étions réunis en CDEN dans un contexte dramatique et alarmant pour notre profession et notre société. Il s'appelait Samuel Paty, elle s'appelait Christine Renon. Nous ne devons pas oublier !

La FSU24, dans ses interventions, a toujours explicité et analysé les éléments de politique nationale, essentiels selon nous, pour comprendre ce qui se passe dans notre territoire... Par deux fois, nous en avons été empêchés, par deux fois, la liberté d'expression syndicale de représentants élus démocratiquement a été bafouée...

Pourtant, nous continuerons de porter nos mandats, nos valeurs, notre syndicalisme de transformation sociale, partagés majoritairement par les collègues de ce département et au-delà sur l'ensemble du territoire national.

Nous le savons toutes et tous, la Dordogne est un département riche humainement et culturellement mais pauvre socialement et économiquement, avec des disparités certes, et hélas avec beaucoup de familles, d'hommes, de femmes et d'enfants en souffrance. Au risque de nous répéter, l'Education par l'enseignement public est une réponse essentielle aux difficultés rencontrées par les populations. Eduquer, enseigner, émanciper... et non endoctriner comme certains tentent de le faire croire !

La question des moyens n'est pas la seule, c'est vrai, mais elle n'en demeure pas moins la question de celles et ceux qui font l'école au quotidien car l'impact sur les conditions de travail des enseignants et d'apprentissage des élèves est prégnant. Inutile de nier la baisse des effectifs dans le département, « encore que », entre prévisions de février et constats de septembre, on ne retrouve pas les mêmes chiffres... Cette baisse mesurée ne se retrouve pas dans les effectifs des classes... Une des explications peut être le tissu scolaire. Tissue scolaire que nous avons toujours défendu car les élèves dans nos petites structures sont bien et y réussissent au moins aussi bien qu'ailleurs. Nous avons vu disparaître cette dernière décennie de trop nombreuses écoles sous prétexte de fermetures sèches ou de fusions forcées. Ces fusions, pour certaines, ont donné « naissance » à de grosses structures, qui ne correspondent ni aux besoins des personnels, ni à ceux des élèves et de leurs familles. Plus « on est gros », « plus on est puissants », non merci, pas à l'Ecole. Le tissu scolaire est aussi un maillon essentiel au maintien de la population dans un territoire comme le nôtre.

Évidemment, monsieur l'Inspecteur d'Académie, vous faites avec ce que l'on vous donne. Et on ne peut pas dire que nous ayons été grassement servis. En cette rentrée, avec -7 postes dans le 1^{er} degré et -35 dans le 2nd degré, on ne pouvait pas s'attendre à des miracles, même si ce terme est mal choisi ! La répartition des moyens est une chose, les conséquences de cette répartition en est une autre. Nous y revenons toujours, ce sont des choix politiques. Des choix politiques qui ont acté la dislocation des RASED en 2008 sans jamais être reconstitués, la disparition des PMQC, dispositif pourtant plébiscité par les collègues, le trop faible ratio de remplaçants pour palier aux absences des collègues,

les absences d'ouvertures de postes pourtant nécessaires. Les dédoublements de certaines classes en REP pris sur les dotations initiales impactent par vases communicants les autres classes. Que dire de la formation initiale des jeunes enseignants dans ce département comme ailleurs ? Cela deviendrait presque un jeu de massacre... Ne parlons pas de la formation continue, réduite à la portion congrue et surtout forcée donc subie.

Donc, oui, nous avons besoin d'enseignants, d'enseignants formés, et pas de personnels contractuels que vous recrutez davantage depuis 3 ans dans le premier degré et depuis des décennies dans le second degré. Ces besoins, ce sont plusieurs dizaines de postes pour notre département, pour reconstituer les RASED, abaisser réellement les effectifs dans toutes les classes, pouvoir remplacer tous les collègues, et réinstaurer le dispositif PMQC. Nous l'avions chiffré, il y a quelques années, nous le ferons pour les prochaines opérations de carte scolaire.

Et le COVID est passé par là, avec ses conséquences désastreuses sur la santé des élèves, des familles et des personnels, sans oublier les victimes. Malheureusement, tout porte à croire, que cette épreuve collective que nous traversons n'est pas terminée. Syndicalement, humainement, nous en sommes aussi les témoins, et nous voyons avec nos collègues, des enfants en souffrance et des personnels qui craquent. De trop nombreux collègues nous contactent et vous contactent, nous le savons, car ils n'en peuvent plus, sont désabusés, ou tout simplement usés au point de vouloir démissionner, demander une rupture conventionnelle, une disponibilité... Si l'on ajoute que les demandes de temps partiels leur sont pour la plupart tout bonnement refusés, combien de personnels n'ont pour seule solution que l'arrêt de travail ?

C'est inquiétant, mesdames et messieurs, inquiétant quand on met en parallèle le discours présidentiel et sa conception de la valeur travail, sa visite Marseillaise en septembre, quand on entend le discours ministériel et sa conception souvent erronée voire tordue sur les valeurs de la République.

Dans ce contexte, le ministre Blanquer serait bien mieux inspiré d'écouter et de respecter les personnels, de revenir sur les échecs de sa politique éducative plutôt que de proférer des propos mâtinés de suspicions et de menaces à peine voilées en direction des enseignants qu'il accuse de ne pas transmettre les valeurs de la République. Qu'il arrête de s'inventer des supposés ennemis de l'intérieur pour se construire une stature politique et un destin personnel !

Comment un ministre de la République peut-il s'abaisser à de si basses manœuvres, en particulier en instrumentalisant une nouvelle fois la laïcité dont il fait un outil de division plutôt que de concorde ? Pour la FSU, le piège est grossier, le tuyau bien connu et il ne masquera pas les échecs de sa politique éducative :

- Payer les AESH en dessous du seuil de pauvreté, est-ce digne des valeurs de la République ?
- Affaiblir le service public en supprimant des milliers de postes, est-ce digne des valeurs de la République ?
- Saccager pour la seconde fois la formation de celles et ceux dont la mission est de former des citoyennes et citoyens libres et éclairé-es, est-ce digne des valeurs de la République ?

La FSU rappelle aussi à l'occasion de ce CDEN que le fonctionnaire n'est pas un simple sujet obéissant du roi, mais un citoyen qui permet de faire vivre et de transmettre les valeurs de la République.

On vous remercie pour l'écoute.

Les représentants de la FSU24